

Fiche 2 – Financement du développement : anatomie d'une chute

Depuis l'adoption des Objectifs de développement durable en 2015, l'aide publique au développement a progressé de façon continue jusqu'à atteindre un niveau record en 2023. Depuis 2024, la tendance s'est brutalement inversée : l'aide internationale connaît une contraction sans précédent qui fragilise les avancées obtenues et déstabilise l'ensemble des acteurs du développement et de la solidarité internationale.

A RETENIR

- Sous l'effet de choix idéologiques aux États-Unis et de contraintes budgétaires en Europe, l'aide au développement des pays donateurs a chuté de **23 % en 2025**, soit une baisse inédite de **50 milliards de dollars en un an**. Avec **174,3 milliards de dollars**, elle ne représente plus que **0,26 % du revenu national brut** des 33 pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, son niveau le plus bas depuis 2015.
- Les cinq plus grands pays donateurs du CAD sont à l'origine de **96 % de la baisse enregistrée**. Depuis le retour de l'administration Trump, **l'aide internationale des États-Unis a reculé de 57 %**. En France, après cinq coupes consécutives en deux ans, **l'APD s'est contractée de 22 %** entre 2022 et 2025, pour représenter 0,42 % de sa richesse nationale.
- Selon The Lancet, ces réductions pourraient entraîner **22,6 millions de décès supplémentaires d'ici 2030**, dont **5,4 millions d'enfants de moins de cinq ans**.
- Les seules coupes de l'APD française depuis 2023 pourraient entraîner jusqu'à **3,5 millions de décès évitables d'ici 2030**, selon l'Institut pour la santé mondiale de Barcelone (ISGlobal).

Faits et chiffres

À l'échelle mondiale, on observe depuis 2024 un large mouvement de recul de l'aide publique au développement, dans un contexte de contraintes budgétaires et de redéfinition des priorités géopolitiques. En 2025, l'aide publique au développement (APD) des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE **a diminué de 23 %**, soit une **baisse sans précédent de 50 milliards de**

dollars en un an. Cinq pays comptent à eux seuls pour **96 % de cette baisse** : les États-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon et la France. Les **États-Unis** représentent les trois quarts de cette contraction, avec une diminution de 57 % de leur APD, soit 37 milliards de dollars de moins qu'en 2024. L'**Allemagne**, premier pays donateur du CAD depuis le retrait des États-Unis, le **Royaume-Uni** et le **Japon** suivent la même trajectoire, avec des baisses respectives de 31, 21 et 17 % depuis 2023. En **France**, l'APD s'est contractée de 22 % entre 2022 et 2025.

Ces coupes affectent tout particulièrement les pays et les populations les plus vulnérables. Ainsi, les **dons**, c'est-à-dire les subventions qui soutiennent les services sociaux de base tels que l'éducation, la santé ou l'accès à l'eau, reculent de 25 %, contre 12 % pour les prêts. L'**aide humanitaire** enregistre l'un des reculs les plus marqués, à hauteur de 36 %.

Un impact notable sur le terrain

Selon une récente étude publiée dans la revue scientifique The Lancet, les seules coupes de quatre pays donateurs (États-Unis, France, Allemagne et Royaume-Uni) sont susceptibles d'engendrer **22,6 millions de décès évitables, dont 5,4 millions d'enfants de moins de cinq ans, d'ici 2030**. Les chercheurs ont calculé l'impact historique de l'aide internationale sur la mortalité dans 93 pays à revenu faible ou intermédiaire, puis ont comparé un scénario dans lequel les donateurs auraient maintenu leur niveau d'engagement à celui constaté aujourd'hui.

La baisse des financements a d'ores et déjà un impact notable sur le terrain :

- **Contraception et santé reproductive** : d'après la Fédération internationale pour le planning familial (IPPF), la suppression des financements des États-Unis pourrait priver de contraception **11,7 millions** de femmes et de filles, entraînant **4,2 millions** de

grossesses non désirées et **8 340** décès liés à la grossesse et à l'accouchement (Institut Guttmacher). En 2025, ces coupes ont conduit à la fermeture de 1 400 points de services de santé reproductive ou à l'annulation de leur ouverture. **Ainsi, 9 millions de personnes ont perdu l'accès à des services de santé reproductive et sexuelle en 2025.**

- **Systèmes de santé** : l'OMS rapporte des réductions de services essentiels (soins maternels, vaccination, préparation et réponse aux urgences sanitaires, surveillance épidémiologique...) allant **jusqu'à 70 %** dans certains pays et des pertes d'emplois signalées par plus de 50 pays. Les contraintes de financement ont ainsi perturbé 6 600 structures de santé, **privant de soins plus de 53 millions de personnes.**
- **Éducation** : l'UNICEF avertit que les coupes pourraient conduire **6 millions d'enfants supplémentaires hors du système éducatif** d'ici fin 2026.
- **Agriculture** : l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) fait état de **l'arrêt de 108 projets** financés par les États-Unis, avec un effet direct sur des programmes de protection des végétaux, de production et de sécurité alimentaire.

Focus sur la France

Après cinq années de hausse sous le premier quinquennat d'Emmanuel Macron, la France, historiquement cinquième bailleur mondial, a réduit son aide publique au développement de 22 % entre 2022 et 2025. L'APD totale de la France ne représente plus que 12,9 milliards d'euros, soit 0,42 % du RNB.

Ces coupes ont porté sur le « cœur de l'aide » française : la mission « aide publique au développement » du budget de l'État. Il s'agit du budget de l'APD en mesure d'être piloté politiquement (à la différence des contributions obligatoires à l'UE ou de l'accueil des réfugiés et étudiants, qui sont comptabilisés dans l'APD « totale »).

Après sept années de progression, les crédits de la mission APD ont reculé de 26 % en 2025 puis de 18 % en 2026, soit près de 2,4 milliards d'euros supprimés en moins de deux ans. **La loi de finances 2026 marque la cinquième baisse consécutive et une contraction de 40 % de la mission APD depuis 2024** (contre 6 % en

Un impact notable sur les capacités d'intervention des organisations internationales

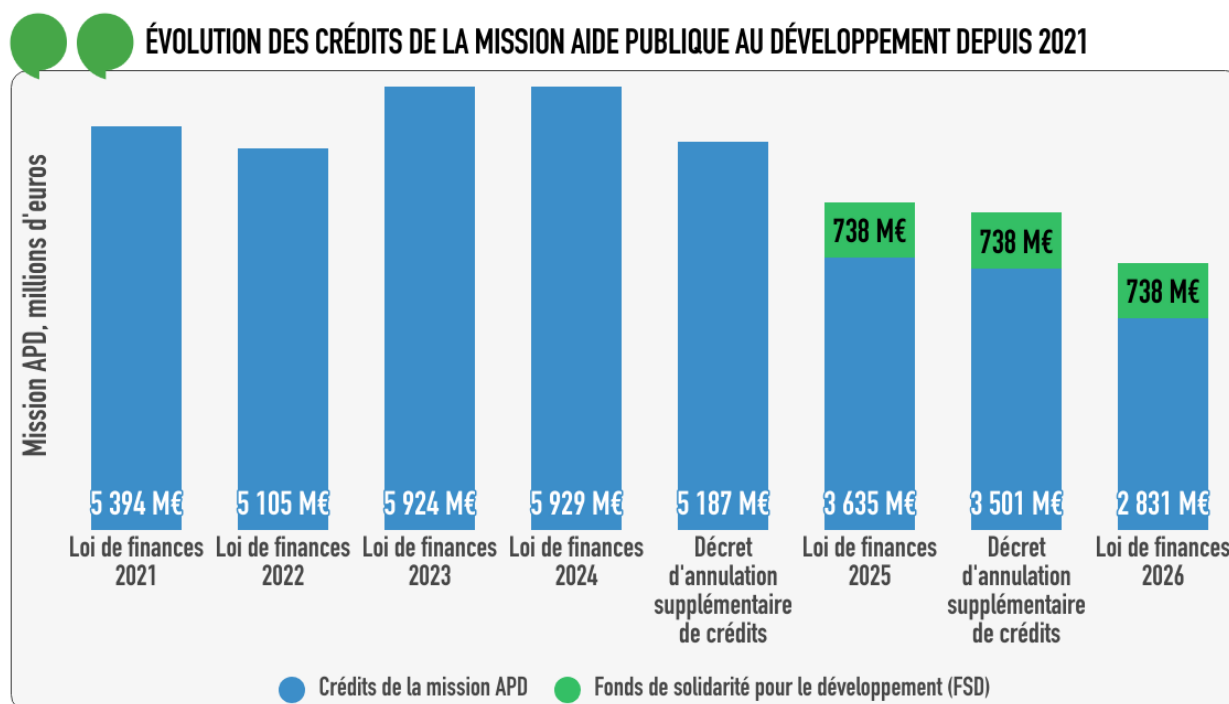
- Les contributions au système des **Nations unies** ont diminué de 27 % en 2025.
- Faute de financements, l'UNICEF a revu à la baisse ses objectifs en matière de nutrition dans 20 pays, faisant passer le nombre prévu d'enfants et de femmes ciblés de 42 à 27 millions.
- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a réduit son budget de 20 %, la contraignant à se séparer d'un quart de ses employés et affaiblissant sa capacité à répondre aux urgences sanitaires.
- Le **Programme alimentaire mondial (PAM)**, historiquement l'agence des Nations unies la mieux financée, alerte sur le risque que 13,7 millions de bénéficiaires de son aide alimentaire basculent dans une situation de famine en raison de la baisse des financements.
- Le **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** n'a recueilli que 70 % des financements attendus en 2025, compromettant l'atteinte de son objectif de réduire de 64 % le taux de mortalité des trois maladies d'ici 2029.
- **Gavi, l'Alliance du vaccin**, accompagne de nombreux gouvernements africains pour mener leurs campagnes de vaccination, notamment contre le cancer du col de l'utérus et le paludisme. Les restrictions budgétaires pourraient empêcher 600 000 personnes d'en bénéficier.
- Le retrait de la promesse américaine de 4 milliards de dollars et la réduction de moitié de la contribution britannique pour 2024-2027 fragilisent la capacité du **Fonds vert pour le climat** à financer de nouveaux projets d'adaptation et de transition énergétique. **Un impact notable sur les capacités d'intervention des organisations internationales**

moyenne pour les autres missions). Pourtant, cette ligne budgétaire ne représente que **0,43 % des dépenses de l'État en 2026**.

L'Institut de recherche ISGlobal estime **que les seules coupes de l'APD française depuis 2023 pourraient entraîner jusqu'à 3,5 millions de décès d'ici à 2030.**

Les coupes de l'APD de la France affectent en priorité

L'Agence française de développement, principal opérateur bilatéral, a vu ses moyens réduits, tout particulièrement son volet dons. Ces réductions budgétaires affectent ainsi massivement les ONG. Selon



Sources : Lois de finances pour 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026 ; Décrets du 21 février 2024 et du 25 avril 2025.

Note : Une nouvelle ligne budgétaire « Fonds de solidarité pour le développement » ajoute 738 millions d'euros de crédits de paiement à la mission APD depuis 2025. Les données présentées à partir de 2025 distinguent ce montant, qui était auparavant extrabudgétaire.

l'aide multilatérale (-42 % en 2026), **l'aide humanitaire** (-41 %), **les dons** alloués par l'AFD et **le soutien aux ONG** (-18 %). Ces arbitrages fragilisent directement des mécanismes internationaux clés, notamment dans le domaine de la santé (Gavi, Fonds mondial), et réduisent la capacité collective à répondre aux crises économiques, sanitaires et climatiques.

Coordination SUD, la baisse des financements a affecté 94 % des ONG françaises depuis 2024. Les coupes ont entraîné l'arrêt de près de 1 300 projets et la suppression de 10 000 emplois en France et à l'international, **affectant directement 15,2 millions de personnes.**

Focus sur les taxes solidaires : la fin d'une innovation made in France

Jusqu'en 2025, 738 millions d'euros issus de la taxe sur les transactions financières et de la taxe de solidarité sur les billets d'avion étaient affectés chaque année au **Fonds de solidarité pour le développement (FSD)**. Ce mécanisme assurait une contribution pérenne de la France à plusieurs instruments multilatéraux (Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Gavi, l'Alliance du vaccin, Unitaïd, Fonds vert pour le climat, Partenariat mondial pour l'éducation) sans coût direct pour le contribuable. **La loi de finances 2025 a supprimé le FSD** : les recettes des deux taxes alimentent désormais le budget général. Une ligne budgétaire du même nom a été créée, ajoutant 738 millions d'euros en crédits de paiement à la « mission APD » depuis 2025. Cependant, on passe d'un financement affecté, automatique et prévisible, à une enveloppe qui dépend d'arbitrages annuels ne garantissant plus un soutien pérenne.

➔ La France a mis fin au seul instrument garantissant un financement direct, stable et prévisible de la solidarité internationale. Ces taxes solidaires, bien que **promues par la France à l'international**, leur affectation à la solidarité internationale n'existe plus. Elles avaient pourtant fait l'objet d'un **consensus politique** : la taxe sur les billets d'avion avait été adoptée sous Jacques Chirac et la taxe sur les transactions financières sous Nicolas Sarkozy, et étendues par François Hollande.

Regards et témoignages

Lea Toto, un programme communautaire à Nairobi, au Kenya, fournissait des soins médicaux, un accompagnement nutritionnel et des services de conseil à plus de 3 500 enfants séropositifs sous traitement antirétroviral, et a aidé au total plus de 15 000 enfants orphelins et vulnérables. En raison de la diminution des aides financières internationales, *Lea Toto* a mis fin à ses activités en février 2025. [Plus d'informations](#).

« **Plutôt que de laisser nos « Nords » se détourner du monde qui leur a offert leur place privilégiée, au prix d'un passé qui, aujourd'hui les oblige, rappelons-nous que face aux grands défis de notre temps, nous ne pourrions choisir qu'entre la guerre ou la solidarité.** » Najat Vallaud-Belkacem, ancienne ministre et présidente de France Terre d'Asile, [Le Nouvel Obs](#), 27 octobre 2024.

« **Le meilleur investissement possible pour les pays riches est de donner aux pays pauvres les moyens de continuer à investir dans leurs propres projets.** » Esther Duflo, Prix Nobel d'économie, [Le Monde](#), 30 juin 2025.

« **Nous assisterons à une aggravation continue des inégalités en matière de santé et à une régression de notre compréhension des maladies. [...] Nous assisterons à une augmentation du nombre de personnes non seulement infectées par le VIH, mais aussi atteintes du sida à un stade avancé – une situation que nous n'avons pas connue depuis des décennies.** » Dr Stellah Bosire, directrice exécutive et fondatrice de l'Africa Center for Health Systems, [ONE](#), 7 mars 2025.

Pour aller plus loin

- [Fiche 1 – L'aide publique au développement au-delà des clichés et raccourcis](#), Focus 2030
- [Étude sur l'impact de l'aide au développement et l'aide humanitaire ces vingt dernières années et les conséquences de la réduction actuelle des financements jusqu'en 2030](#), The Lancet
- [France : le coût humain et géopolitique du recul de l'aide internationale](#), ISGlobal
- [Décryptage des coupes instituées en France par la loi de finances 2026](#), Focus 2030
- [Données sur l'aide publique au développement](#), OCDE

EXPERTISE 2030

Vous souhaitez interviewer ou bénéficier d'un éclairage sur l'aide publique au développement ?

Identifiez et contactez des experts via Expertise 2030, le répertoire des spécialistes des enjeux de développement et de solidarité internationale.